

Les égoutiers indiens sortent de leur trou

Rédaction | YOUPHIL | 26/01/2010

L'Inde fête ses 60 ans d'indépendance. Le pays compte encore 80% de travailleurs pauvres. Certains s'organisent pour obtenir de meilleures conditions de travail, à l'image des égoutiers de Dehli.

Ajay soulève le lourd couvercle sous lequel grouillent des cafards, puis s'accroupit pour plonger son long bâton dans l'eau sale. Il fait presque 40 degrés dans cette toute petite ruelle, un peu protégée de la cacophonie des klaxons de New Dehli. Ajay s'essuie le front avec un mouchoir. Puis il se relève pour aller soulever, avec l'aide de ses collègues, la plaque d'égout suivante, deux mètres plus loin.

Ajay est un "harizan", un Intouchable qui travaille dans les égouts. Depuis dix ans, il répète chaque jour ces mêmes gestes pour nettoyer les souterrains de la capitale. Régulièrement, il descend à l'aide d'une corde, pour enlever, à mains nues, les bouteilles vides, les immondices et mêmes les bestioles qui obstruent les égouts.



Travailler dans les égouts en Inde, c'est faire face, au quotidien, à l'odeur pestilentielle. Les travailleurs descendent parfois à plusieurs mètres sous terre, sans protection, à main nues. Risquant, au passage, d'attraper des allergies, des problèmes de peau et des maladies respiratoires.

Beaucoup souffrent de maux de têtes et d'infections aux yeux. "80% de ces travailleurs meurent avant l'âge de la retraite", estime le syndicat des égoutiers.

En mai 2007, trois travailleurs sont morts à la suite d'une explosion de gaz. Et en décembre dernier, deux ont été hospitalisés à cause d'un effondrement. "Parfois, j'ai peur d'aller dedans, confie Ajay. Mais je n'ai pas le choix, je dois le faire."

200 euros par mois pour nourrir une famille



Ajay souhaiterait gagner au moins 12 000 roupies par mois. Mais à 32 ans, il ne rapporte que 9 800 roupies par mois, soit environ 200 euros, pour nourrir sa femme et ses trois enfants. Un salaire évidemment très modeste: "avec ça, je ne peux pas offrir une bonne école à mes enfants", regrette-t-il.

Pour l'observateur occidental, le sort d'Ajay semble terrible. Mais cet employé de la municipalité de Dehli est pourtant un privilégié, comparé à la plupart des égoutiers.

Depuis plusieurs années, avec les besoins en infrastructures qui augmentent, la capitale sous-traite de plus en plus le nettoyage des égouts à des "contractors", des compagnies privées réputées moins vigilantes sur les règles d'hygiène et de sécurité.

Les salariés gagnent entre 3 000 et 5 000 roupies par mois, soit 60 euros par mois. Un salaire qui attire les populations rurales.

Une pression constante sur les travailleurs

"Une ville comme Dehli est équipée en infrastructures comme si elle possédait environ 1 million d'habitants. Or, elle compte plus de 13 millions d'habitants. D'où une pression constante pour recourir de plus en plus à ces travailleurs précarisés", observe Jean-Joseph Boillot, économiste et spécialiste de l'Inde.

Ces travailleurs sont moins protégés, moins informés sur leurs droits et manquent aussi parfois d'expérience. Cette situation provoque l'ire des syndicats, qui mènent une campagne pour obtenir de meilleures conditions de travail.

En plus d'une augmentation des salaires, les syndicats demandent aux "contractors" de développer des programmes sociaux pour les familles des égoutiers. Sans oublier, bien sûr, de renforcer la sécurité en rappelant à leurs employés les règles de prévention en hindi, mais aussi dans les différents dialectes utilisés.

Surtout, les syndicats voudraient que les égoutiers soient plus nombreux. *"En 1999, il y avait 8 000 travailleurs dans les égouts de Dehli. Aujourd'hui, il n'y en a plus que 3500, alors qu'en 25 ans la population de Dehli a été multipliée par deux!*, tonne Ved Parkash Bidla, président du syndicat des égoutiers.

Développer des programmes sociaux pour les familles

Le jour de notre rencontre, il nous emmène visiter les logements où vivent les égoutiers. Des petits appartements d'une pièce ou deux, sur terre battue, parfois sans électricité.



Ved Parkash Bidla (à gauche sur la photo) explique: *"Nous venons souvent ici voir les familles, leur parler de leurs droits. Nous voulons mettre en place des programmes pour favoriser l'accès à l'éducation et aux soins des enfants de ces travailleurs pauvres."*

Pour cela, deux armes: mobiliser l'opinion publique et obtenir des décisions de justice. C'est pourquoi Prem Bahukhandi, coordinateur de la campagne, montre avec fierté aux journalistes qu'il rencontre le rapport d'une décision de justice datant de septembre 2007, et stipulant que *"les conditions de travail de ces travailleurs sont incompatibles avec la dignité humaine."*

Des décisions de justice inappliquées

Pourtant, rien ne change. *"Personne n'est là pour vérifier l'application des décisions de justice, et on sait par expérience qu'elles le sont rarement, quant à la police, sa corruption est légendaire",* juge Jean-Joseph Boillot, qui rappelle: *"Moins de 10% de la force totale de travail en Inde bénéficie d'une législation du travail qui protège ses droits."*

C'est d'ailleurs pour cela que le jour de notre rencontre avec Ajay, Ved Parkash Bidla et leurs collègues égoutiers insistent pour être pris en photo avec le journal à la date du jour. Pour montrer que leurs conditions de travail, malgré les décisions de justice, n'ont pas changé. Et que la plupart des travailleurs ne profitent pas encore de la modernisation du pays.



A lire également:

>>> [Sur le site de la BBC, un témoignage \(en anglais\) sur la vie d'un égoutier en Inde](#)

>>> [Economie de l'Inde, Jean-Joseph Boillot, aux éditions Repères](#)